

« L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs »

Tandis que les porteurs d'eau de la Troïka et les petits domestiques de la finance – la camarilla des Quatremer, des Apathie, des Leparmentier, des Minc (qui jure que le « non » transformerait la Grèce en Libye) et autres Bernard-Henri Lévy (qui, s'il devrait se flatter de la comparaison de Minc, assimile Tsípras à un allié du néonazisme) – bavent et bavardent de leurs bureaux, nous nous sommes rendus en Grèce (Gwenaël Breës au stylo, Stéphane Burlot à la photographie) : ces notes, prises ces derniers jours, questionnent auprès de la population le référendum – dont nous connaissons le résultat dans quelques heures. Moment historique ou épisode qui ne débouchera sur aucun changement significatif ? Les avis recueillis sont partagés. Mais une chose est sûre, si certains craignent la guerre civile et d'autres la poursuite sans fin de l'austérité, beaucoup – à part Nikos Aliagas, ancien animateur de Star Academy, également sur place – s'accordent à penser qu'il est grand temps de stopper l'Union européenne.

Vendredi 26 juin. Arrivée au port de Patras. Première vision estomaquante d'un pays sinistré : très nombreux magasins en faillite, maisons vides, routes inachevées ou non entretenues, chantiers abandonnés... Pas besoin de discours pour comprendre l'ampleur du désastre des « plans de relance » imposés par l'Europe.

Samedi 27 juin. La rupture des négociations entre la Grèce et ses créanciers est officielle, le gouvernement Tsípras annonce un référendum sur les dernières propositions qui sont sur la table. Trois jeunes Athéniennes, de passage sur l'île d'Ikaria, s'enthousiasment de ce choix : *« On ne peut pas laisser les politiciens décider de choses si importantes pour nos vies. Il faut dire stop à cette Europe qui promet un avenir pour nos enfants... dans 1 000 ans. C'est maintenant qu'on vit ! On ne demande pas grand-chose, on veut juste avoir nos vies entre nos mains ».*

Lorsque je réponds à des habitants locaux que je viens de Bruxelles, les discussions s'animent. Bruxelles, n'est-ce pas cette tour d'ivoire où des eurocrates non élus prennent des décisions qui s'appliquent à toute l'Europe ? Certains Grecs se sentent alors obligés de préciser qu'ils ne sont ni voleurs, ni fainéants. *« Ceux qui ont du travail ici cumulent souvent deux ou trois boulots. Et on n'a jamais vu la couleur de l'argent que l'Europe a « prêté » à la Grèce : il a alimenté les banques allemandes et françaises, et les poches de nos politiciens. Est-ce de notre faute ? Est-ce au peuple grec seul de payer ? »*

Dimanche 28 juin. Dans une taverne du port d'Evdilos, au nord de l'île, une urne en carton avec la mention « Exit Poll » [« Sondage à la sortie des urnes »] trône sur le bar. À côté, une collection d'anciens billets de drachme. Le patron m'explique : *« C'est un jeu. On remplit l'urne pendant la semaine avec des bulletins de vote qu'on dépouillera samedi soir et si le « non » l'emporte, on fera la fête à la veille du référendum ».* Un client ajoute, en montrant un billet de 10 000 drachmes : *« Avant, avec ça je pouvais acheter un sandwich, un café, une bouteille d'eau et un fruit. Aujourd'hui, avec l'euro, ça ne vaut plus que l'équivalent d'un café. »*



« Rendez-vous dimanche pour le Grexit »

Lundi 29 juin. « *Rendez-vous dimanche pour le Grexit* » : ainsi se saluent deux couples âgés à la sortie d'une *paniyiri* [une fête] dans le village de Platanos. Sur Ikaria, même si l'avenir semble incertain quelle que soit l'issue du référendum, le « non » aux mesures d'austérité semble l'emporter très largement. Il faut dire qu'Ikaria fait partie des zones où la population a la plus grande espérance de vie au monde : un habitant sur trois atteint les 90 ans, « avec un taux de cancer 20 % plus bas et un taux de maladies cardiaques 50 % plus bas – et pratiquement aucune démence ». Pas fous, les Ikariens, donc : « On a des chèvres, des poules, des légumes, de l'eau, du poisson, on se débrouillera bien sans l'euro », me dit un ingénieur de 40 ans, expliquant qu'ici, on n'a pas perdu le sens de la débrouille et de la solidarité. Aucune panique perceptible, même quand les banques sont fermées pour une semaine et que les distributeurs automatiques rationnent le cash à 60 euros par jour : les habitants réagissent avec flegme, patience et philosophie, et ne paraissent pas prêts à se laisser intimider par l'Union européenne. « Revenir 100 ans en arrière, s'il le faut, ça ne nous fait pas peur », conclut un tenancier de taverne. Mais on est loin des grandes villes, où la survie s'avère bien plus difficile...

Mardi 30 juin. Un référendum, oui, mais sur quoi exactement ? [Jean-Claude Juncker](#) pose les termes du débat en déclarant qu'un « non » signifierait une sortie de la zone euro, tandis qu'[Aléxis Tsípras](#) demande aux Grecs de voter « non »... pour mieux pouvoir continuer à négocier avec l'UE. Ici, à Ikaria, où les communistes sont nombreux (depuis que l'île fut un haut lieu de la déportation d'opposants lors de la guerre civile), on regarde les agissements du gouvernement Tsípras avec de plus en plus de circonspection – il se dit même que le référendum n'aura pas lieu ou ne sera que poudre aux yeux. C'est d'ailleurs l'une des raisons (officielles, du moins) pour lesquelles le KKE, le Parti communiste grec, appelle à s'abstenir lors du référendum. « Quel que soit le résultat, la situation sera la même », estime un habitant du village de Christos, électeur habituel du KKE (il me précise qu'il a voté Syriza aux dernières élections).

Sur la plage de Gialiskari, deux trentenaires discutent du référendum. « Je ne vois pas d'issue à cette situation », dit l'un. « J'ai peur que dans les villes, cela se termine en guerre civile. »

Une partie de la base de Syriza s'inquiète ainsi de la probabilité que Tsípras capitule dans les prochaines heures ou jours. « Ce serait non seulement la mort annoncée de Syriza, mais aussi celle d'une alternative politique en Europe, comme avec Podemos en Espagne. Et ce serait une aubaine pour les néo-nazis d'Aube Dorée ». Sur la plage de Gialiskari, deux trentenaires discutent du référendum. « Je ne vois pas d'issue à cette situation », dit l'un. « J'ai peur que dans les villes, cela se termine en guerre

civile. » Son ami poursuit : « *Moi, je vis ma vie. J'ai une femme et deux enfants, je m'occupe de ma famille et je n'écoute plus les politiciens. J'ai voté pour Syriza, mais ils ne sont pas arrivés à changer la situation. Et moins je regarde la télé, mieux mon esprit se porte. On a déjà subi un premier plan d'austérité, or, au bout de six ans, il est évident que ça n'a pas fonctionné. Et maintenant, ils veulent nous en coller un second ! Ils se comportent avec nous comme si on était des cobayes. Alors, bien sûr, je voterai « non » au référendum, mais je crois que ça ne changera rien ».*

Mercredi 1er juillet. Rumeurs : à l'heure où la Grèce est quasiment en défaut de paiement, il est de moins en moins certain que le référendum ait bien lieu dimanche et, s'il est maintenu, sur quoi il portera. Beaucoup de Grecs sont heureux que, pour une fois, la décision leur revienne. S'il s'avère que ce n'est pas le cas, que le référendum n'était qu'un moyen de pression dans des négociations biaisées d'avance, et que les propositions dénoncées comme inacceptables il y a quelques jours par Syriza sont avalisées aujourd'hui par les mêmes, l'épisode laissera des traces. Une lettre de Tsípras montre qu'il est prêt à accepter la plupart des mesures d'austérité en échange d'une restructuration de la dette. S'il est vraisemblable que les créanciers vont soit refuser un accord pré-référendum, soit faire durer les négociations jusqu'à la dernière minute afin de piéger le Premier ministre grec, certains considèrent ici que Tsípras a déjà virtuellement capitulé – accentuant ainsi le sentiment d'impuissance des politiques nationaux face à l'Union européenne. Mais cette dernière ne va pas s'en contenter : ce qu'elle cherche, ce n'est pas un accord, c'est la peau du gouvernement Syriza et l'humiliation de la population grecque. Finalement, Tsípras maintient le référendum.

Arrivée à Athènes : le centre-ville est truffé de reporters en quête de la moindre file d'attente devant un distributeur automatique. « *Vous avez peur ?* », interrogent-ils. Et de s'en donner à cœur joie avec des plans serrés, histoire d'accentuer l'effet « pays de l'Est d'avant la chute du Mur ».



« **Ça fait 5 ans qu'il suce votre sang, maintenant dites non !** »

Jeudi 2 juillet. Les médias grecs relaient la sortie de [Martin Schulz](#), qui rêve tout haut de l'éviction du gouvernement Tsípras dès lundi et de l'arrivée d'un « *gouvernement de technocrates* » à Athènes, « *pour que nous puissions continuer à négocier* ». Ce serait tellement plus simple, en effet, de gérer l'Europe sans devoir se soucier des peuples, en prenant les décisions avec des agents acquis au néo-libéralisme. Quelle belle déclaration de la part de celui qui préside ce « phare de la démocratie » qu'est le Parlement européen... Elle a le mérite d'éclairer la nature fondamentalement non démocratique du projet européen actuel, mais il n'est pas sûr qu'elle provoque l'effet escompté sur les Grecs. Dans le centre d'Athènes, difficile de trouver une seule affiche en faveur du « oui ». Les murs sont couverts d'affiches prônant son contraire. La plupart sont éditées par des partis politiques. À l'exception de ce poster anonyme reprenant une photo de [Wolfgang Schäuble](#), ministre fédéral des Finances allemand : « *Ça*

fait 5 ans qu'il suce votre sang, maintenant dites non ! » Autre exception : des anarchistes ont commencé à appeler au boycott du référendum, bien qu'il ne s'agisse pas d'un vote électif, car ils pensent que, dans tous les cas, l'accord avec l'Europe sera le même. À l'inverse, des anarcho-communistes préconisent de voter « non ».

Ce soir, après les manifestations du « non » lundi et du « oui » mardi, c'est au tour du Parti communiste grec de manifester sur la place Syntagma, en nombre et dans la discipline, pour prôner son opposition au référendum (et surtout à Syriza) et appeler à l'abstention. Contraste, quelques rues plus loin, où l'ancien Premier ministre du Pasok, [Georges Papandréou](#), tient un meeting à l'américaine en faveur du « oui » devant un public clairsemé, mais à grands renforts de caméras – et bénéficiant même d'une retransmission en direct à la télévision. Il y en a qui ont de la chance. Et c'est pas fini : demain, les partisans du « oui » manifesteront en même temps que ceux de Syriza... lesquels défilèrent au même endroit que l'Epam, petit parti souverainiste qui se targue de rassembler des citoyens de gauche et de droite et qui veut, lui, une sortie de la zone euro et de l'Union européenne. Un beau bordel en perspective. Devinette : à qui les médias privés donneront-ils de l'écho ?

Vendredi 3 juillet. Il ne faut pas croire les médias qui, se référant notamment à l'AFP, annoncent le chiffre de 25 000 participants vendredi soir, au dernier meeting pour le « non » au référendum. En réalité, la place Syntagma ne pouvait contenir toute la foule qui tentait de s'amasser dans une cohue indescriptible. Le podium où se succédaient concerts et discours et la sonorisation se sont avérés trop modestes et toutes les avenues aux alentours débordaient de monde. J'ai rarement vu autant de gens dans un rassemblement politique : ils étaient au bas mot 100 000. Un public bigarré, discutant politique, agitant des banderoles, distribuant des écrits de toutes sortes et réservant un accueil plus que chaleureux à Alexis Tsípras, qui offrit un discours optimiste, appelant à changer l'Europe, à ne pas céder à la peur, mais aussi à éviter la division du pays et à respecter le résultat du référendum, quel qu'il soit.

Beaucoup d'émotion dans le public, notamment lorsqu'est entonné un chant de résistance contre la dictature des colonels.

Il y a beaucoup d'émotion dans le public, notamment lorsqu'est entonné un chant de résistance contre la [dictature des colonels](#). Un couple de Grecs et leur fils m'expliquent la signification de ce chant et le parallèle avec la situation actuelle : *« Aujourd'hui, on subit la dictature des banques, de l'Allemagne et des technocrates européens. On veut retrouver notre liberté et notre indépendance. Un exemple : avant, il y avait cinq usines de sucre en Grèce. Elles ont toutes été fermées et, désormais, on importe le sucre. L'Europe nous interdit de cultiver des pommes de terre, alors qu'on a des terres propices à cette culture. On nous oblige à importer citrons et oranges, alors que ces fruits poussent sur ces arbres, là, juste devant nous. L'alcool ou le gaz, idem : on ne peut pas les acheter directement aux pays producteurs, on doit les acheter à un tarif supérieur à d'autres pays de l'Union européenne. Notre économie est asphyxiée. Et tout le monde sait que les mesures préconisées par les créanciers auront des effets encore plus catastrophiques. »*

De l'autre côté du National Garden, les partisans du « oui » étaient probablement 20 000 : un public socialement plus homogène, bien habillé et parfumé, venu défendre ses privilèges dans une mise-en-scène parfaitement huilée, avec musique américaine, écrans géants, drapeaux européens et introduction par l'animateur de TF1 [Nikos Aliagas](#), qui, malgré son salaire mensuel de 80 000 euros, n'a pas hésité à défendre des mesures d'austérité pour ses compatriotes. À la tribune, les discours ont invoqué la démocratie

perdue de la Grèce (ce qui est tout de même curieux dans un moment où ce sont les banques et la Troïka qui imposent leur diktats) et ce gouvernement tant conspué qui organise un référendum pour donner la parole au peuple, y compris aux partisans du « oui ».

« Tsípras a agi avec trop de naïveté dans les négociations avec l'Europe, il a cru en leur bonne foi, mais c'est un homme sincère et honnête, il est le premier à s'attaquer réellement à la situation. »

Comme on pouvait s'y attendre, la couverture médiatique de ces deux rassemblements n'a pas été proportionnelle au nombre de participants : les télévisions privées ont retransmis en direct celui du « oui » alors qu'elles ont à peine parlé de l'autre. Seule la chaîne publique, récemment réouverte par le gouvernement Tsípras, a fait preuve d'un traitement équilibré. Mais malgré la propagande anti-Tsípras, d'une violence inouïe, le Premier ministre grec garde une grande sympathie dans la population : *« On a voté pour lui parce qu'il était nouveau, pas corrompu, idéaliste. Il a agi avec trop de naïveté dans les négociations avec l'Europe, il a cru en leur bonne foi, mais c'est un homme sincère et honnête, il est le premier à s'attaquer réellement à la situation catastrophique dans laquelle on se trouve. Il a tout le monde contre lui : les médias privés et l'Église qui veulent continuer à ne pas payer d'impôts, l'Union européenne qui veut empêcher une alternative politique... Mais il est encore en vie »*, s'étonne presque un Athénien de 60 ans.



« *On est fatigués de devoir se battre.* »

Samedi 4 juillet. Après les derniers meetings, voici le moment de l'attente et du suspense. Un récent sondage donne le « oui » gagnant de justesse. Vu d'ici, une chose semble évidente : la participation sera forte, les Grecs sont largement mobilisés, conscients et écœurés du chantage qui s'exerce sur eux. *« L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs ; elle se fiche de la démocratie. Ce qui se trame est aussi grave que ce qu'on a vécu pendant le régime des colonels , s'emporte le concierge de nuit de l'auberge de jeunesse d'Athènes, proche de la retraite, dans laquelle je séjourne. Il ajoute : « On est fatigués des coupes dans les salaires et les retraites, du chômage, des privatisations, de la pauvreté, d'être traînés dans la boue... Ils nous punissent pour l'exemple, ils sont en train de nous tuer. On est fatigués de devoir se battre. »* Le résultat de dimanche ne sera pas seulement l'expression d'une opinion sur une question politique (plus ou moins précise), il dira aussi quelque chose de l'état du peuple grec et de sa capacité de résistance après des années de privations, six mois de propagande et de matraquage médiatique, et une semaine de fermeture des banques.

« Syriza a fait une autre erreur, celle de s'éloigner de sa base populaire dès son accession au pouvoir. Le référendum est une manière de revenir vers le peuple. »

C'est aussi l'heure de penser à l'après-référendum, qui commence dès lundi matin. Et personne n'y voit très clair, m'explique un cinéaste grec. « Avant les élections de janvier, ces partis avaient tout fait pour préparer un échec de Syriza en faisant en sorte que Tsípras n'ait aucune marge de manœuvre et qu'il ne s'agisse, comme ils disent, que d'une « parenthèse de gauche ». Tsípras est tombé dans le piège en croyant à la volonté de négociation des créanciers. Ils lui ont fait miroiter la possibilité d'un accord en le poussant jusqu'au bout à faire des concessions, tout seul. Ceux qui prétendent que la volonté de négociation est nulle du côté grec sont de grands menteurs : il suffit de comparer l'accord discuté la semaine dernière avec le programme initial de Syriza pour s'en rendre compte. Les créanciers se fichent de la démocratie ; ils ne veulent que nous maintenir dans un état de colonie endettée et, par la même occasion, tuer dans l'œuf toute alternative progressiste en Europe. Syriza a fait une autre erreur, celle de s'éloigner de sa base populaire dès son accession au pouvoir. Le référendum est une manière de revenir vers le peuple, mais il intervient trop tard : le gouvernement a le couteau sous la gorge et n'a pas préparé de plan B ».

En effet, rien n'empêchera les créanciers, dès lundi, de refuser d'alimenter les banques grecques en monnaie. Quant à l'option d'une sortie de l'euro, elle paraît impossible à court terme : « Non seulement Syriza n'a pas préparé les esprits à cette éventualité », regrette mon interlocuteur, « mais, de plus, au moment d'entrer dans la zone euro, la Banque centrale grecque a dû se défaire de ses équipements permettant d'éditer de la monnaie ». Comme beaucoup d'autres Grecs que j'ai pu rencontrer, il votera « non » ce dimanche – mais en gardant à l'esprit que, quel que soit le résultat, la situation actuelle ressemble à une voie sans issue. « Le pire serait peut-être qu'une majorité pour le « non » aboutisse finalement au même accord que celui qui était sur la table la semaine dernière. » Quant au concierge de nuit de l'auberge de jeunesse, à défaut d'entrevoir la sortie du tunnel, il en vient à porter ses derniers espoirs en la nature humaine : « Platon a écrit que la vie est trop courte pour connaître pleinement l'amour et qu'on n'a donc pas le temps pour la haine. Regardez Wolfgang Schaüble, le ministre allemand : il a 73 ans. Il pourrait au moins faire quelque chose de bon, une fois dans sa vie. Il en a l'occasion, c'est le moment ! »

Gwenaël Breës

Article paru le 5 juillet 2015 sur le site de la revue [Ballast](#).

Lire [la suite](#) de ce carnet de bord (du 5 au 15 juillet).